

I. SUJETS PRINCIPAUX

A. Pacte de responsabilité

- **69% des Français estiment que le Pacte de responsabilité est une bonne chose pour faire baisser le chômage** (peu d'annonces ont été aussi bien notées depuis 20 mois), dont 86% des électeurs socialistes.

Cette initiative n'est toutefois pas considérée comme un tournant : les deux tiers des Français (idem pour les électeurs socialistes) jugent que le Pacte de responsabilité s'inscrit dans la continuité de la politique menée par le PR depuis son élection. **A noter toutefois que 43% des électeurs de François Bayrou estiment que cela annonce un changement de politique** - ce qui laisse penser qu'un message a été reçu de ce côté-là.

- **l'idée correspond de fait à une évolution notable en 2 ans du rapport des Français aux entreprises.**

Fin 2011, 58% des Français pensaient que, pour faire face aux difficultés économiques, il fallait plus de contrôle et de réglementation des entreprises, contre 41% qui pensaient qu'il fallait leur faire confiance et leur donner plus de liberté. **En 2 ans, ce rapport s'est inversé : 59% des Français pensent aujourd'hui que l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté** (38% seulement demande plus de contrôle).

Toutes les tranches d'âge et toutes les catégories socio-professionnelles (y compris les employés à 56% et les ouvriers à 52%) **arbitrent désormais pour plus de liberté d'entreprendre.**

A noter que cette évolution touche également les sympathisants socialistes : +16 points (44%) souhaitent desserrer les contraintes sur les entreprises (même s'ils restent parmi les plus méfiants : 53% souhaitent plus de contrôle).

- la perte de confiance dans l'Etat pour résoudre les problèmes du pays explique probablement en grande partie ce changement de paradigme. **Il ne faudrait toutefois pas en déduire une demande de désengagement de l'Etat**, qui reste très attendu (en particulier pour protéger et redistribuer). Il y a en revanche une demande que l'Etat **agisse différemment et instaure une nouvelle relation avec les entreprises basée sur la confiance, sans renoncer à son rôle de régulation.**
- ainsi, **les contreparties demandées aux entreprises en échange de ce geste sont très largement attendues** : seuls 14% des français souhaitent que les baisses de charges se fassent sans contrepartie. **Les Français ne demandent pas de faire des « cadeaux » aux entreprises, ni de leur faire une confiance aveugle.**

Pour l'opinion, **les entreprises doivent s'engager en priorité à embaucher de nouveaux salariés** (53%, et 71% chez les électeurs de FH) et dans une moindre mesure à augmenter les salaires (18%, et 27% parmi les salariés).

B. Rapports Etat/entreprises et la réforme de l'Etat

- **plus généralement, un compromis sur le rôle de l'Etat pourrait être trouvé, qui convienne à l'opinion de gauche** : « moins de contrôle de l'Etat dans les domaines économique », laisser les entreprises respirer, innover, etc. **Et en revanche « mieux d'Etat » dans le domaine social**, un état plus protecteur pour les salariés, les chômeurs, les malades, les personnes âgées.
- Pour retrouver la confiance des Français, **l'Etat devrait montrer qu'il est aussi plus efficace et surtout au service des citoyens** : c'est le meilleur moyen de combattre la « grogne antisystème » et le sentiment « d'abandon » qui se nourrissent de ses lacunes.

Pour renouer le lien de confiance, notamment les plus faibles, **la réforme de l'Etat doit montrer en particulier** :

- **qu'il est le plus économe possible** : chacun doit être assuré qu'un euro d'impôt est un euro qui sera utilement rendu à la collectivité.
- **qu'il est encore capable d'utilitément protéger, de stimuler l'innovation** sans entraver les entreprises, **et de réguler les marchés** (et notamment la finance et les grandes entreprises qui privilégient la rentabilité pour les actionnaires au détriment des salariés).

C. Inversion de la courbe du chômage

- **le chômage est plus que jamais la première préoccupation des français**. Même si, **au niveau individuel, près des deux tiers ne se disent pas inquiets de perdre leur propre emploi** dans les mois à venir.
- **les Français ne croient pas** (à plus de 90%) **en l'inversion de la courbe du chômage**. Le léger « mieux » de novembre n'avait, déjà, pas été jugé fiable par les deux tiers des français (soupçon récurrent d'artifice comptable ou de manipulation). Les déclarations de décembre ont participé à décrédibiliser cette promesse.

L'objectif devrait cependant être rappelé : s'ils n'y croient pas, le fait de ne pas la tenir serait dévastateur pour l'image et la crédibilité présidentielle (dans un contexte où le fait de ne pas avoir tenu ses promesses est déjà un des principaux reproches adressés au PR - dernière étude Opinionway pour le CEVIPOF).

D. Lutte contre la fraude

Dans un contexte de défiance assez généralisé, où le sentiment d'injustice et d'inégalité (de conditions et devant la loi) est à fleur de peau, ce thème prend de l'ampleur.

- **le thème reste clivant politiquement** : la majorité des sympathisants de gauche (52%) est avant tout choquée par les fraudeurs « du haut » (l'exil fiscal) ; alors que la droite est avant tout choquée (41%) par les fraudeurs « du bas » (la fraude aux aides sociales et minima sociaux). **La fraude aux aides sociales n'est considérée comme choquante que par 19% des électeurs de F. Hollande.**

La dénonciation de l'assistanat (à des niveaux très élevés : 76% des français jugent qu'il y a trop d'assistanat - typologie IPSOS/SIG) **touche toutefois une part croissante de la gauche**. Elle conduit de

plus en plus au repli sur soi, voire à la stigmatisation de certaines catégories de population (par exemple, 61% des français (+6 points par rapport à 2012) estiment que « les immigrés profitent de nombreux avantages qui devraient être réservés aux français » -Sociovision).

- **sans différence entre droite et gauche, le sentiment d'injustice est également fortement nourri par l'impression que ses semblables bénéficient d'avantages auxquels eux-mêmes n'ont pas accès** : 73% des Français considèrent ainsi que les gens qui ont des revenus et une situation comparable à la leur profitent plus qu'eux des avantages du système social et fiscal (aides sociales, niches fiscales, statuts particuliers..) - sentiment beaucoup plus fort chez les catégories populaires (81%).
- à noter que, **concernant la sécurité sociale, les Français estiment que le déficit est principalement dû aux fraudes et abus en tout genre (70%)**, très loin devant une mauvaise organisation du système de soins (48%) ou des prix négociés des médicaments qui avantageraient les laboratoires (47%). Les facteurs plus structurels, tels que le vieillissement de la population, les progrès médicaux coûteux, ou l'augmentation des maladies chroniques, arrivent très loin derrière...

E. Affaire Dieudonné

Sur la polémique Dieudonné, il semble préférable ne pas « trop en faire » : les Français sont lassés de ce tapage médiatique, les sympathisants de gauche sont loin d'être unanimement favorables à l'interdiction des spectacles de Dieudonné (à 60% seulement), et, surtout, rien n'indique que ce genre de polémique peut être contreproductive (en nourrissant le ressentiment, favorisant le discours des « antisystèmes » et en radicalisant les pro-Dieudonné).

En revanche, un axe utile pourrait être de pointer l'association, trop passée sous silence, qui existe entre la dieudosphère et le FN : le premier élément mis en avant par les sondés pour justifier ce qui peut leur faire perdre confiance en Marine Le Pen est les polémiques et l'image d'intolérance, très loin devant les propositions du FN. Marine Le Pen en est parfaitement consciente, qui cherche systématiquement à se distancer des propos racistes ou antisémites et des associations douteuses. Nous aurions pour notre part tort de nous priver d'utiliser cette faiblesse.

F. Pacte républicain, vivre ensemble

Le principal clivage qui traverse la société aujourd'hui n'est pas économique (libéralisme contre régulation) **mais culturel** (ou identitaire) : ce sont les questions liées à l'immigration et à la tolérance vis à vis de la différence religieuse et culturelle qui polarisent aujourd'hui l'opinion.

L'élection de 2012 avait confirmé que **les votes pour l'extrême-droite dépendent moins de la position des électeurs sur l'axe du libéralisme économique que sur celui du libéralisme culturel, du degré d'ouverture ou de fermeture à l'autre** (phénomène similaire dans d'autres pays européens).

Incidentement, l'enjeu européen revêt par ce biais là une importance particulière, d'autant que la crise a fait apparaître l'Europe comme une porte ouverte sur un monde menaçant, non seulement pour l'emploi et les droits sociaux mais pour l'identité nationale et politique. Les questions du vivre ensemble, de l'impact de l'immigration sur notre société, ne peuvent donc être traitées en dehors de la question de « ce que nous voulons faire de l'Europe », interface incontournable avec le monde.

Le sujet du pacte républicain pourrait être traité selon deux axes :

- **d'une part la laïcité, qui offre un équilibre perçu comme protecteur**, tant pour les minorités religieuses que pour ceux qui se sentent « envahis », et ont peur que « l'identité » de la France ne subisse les assauts répétés des communautarismes¹.
- d'autre part, l'immigration doit être traitée de manière « offensive » :
 - **souligner les avancées obtenues**, là où les combats sont nécessaires et justes (**travailleurs détachés**) ;
 - **ne pas nier en bloc ce qui, pour une immense majorité de français (y compris de gauche), relève de l'évidence** : l'immigration est placée en 5^{ème} position des craintes des Français (% en augmentation constante depuis 3 ans) ; 2/3 des Français pensent qu'il y a un problème d'intégration des personnes étrangères ; 68% pensent ce problème est dû à une absence de volonté de s'intégrer de la part des étrangers plutôt qu'à une société qui ne leur en donnerait pas les moyens.
 - **dénoncer ce qui relève du fantasme, mais est fortement ancré dans l'opinion** (l'immigration est massive et il y a trop d'immigrés, qui sont les principaux responsables de nos déficits sociaux, accroissent le chômage, et sont souvent des délinquants²)

G. la sécurité (enjeu majeur pour les municipales)

Le niveau de préoccupation sur l'insécurité stagne, ce qui est un bon résultat compte tenu des faits divers qui se multiplient dans les médias.

Les messages pourraient être :

- **revendiquer 18 mois d'action** du ministère de l'intérieur ;
- **rappeler l'importance du principe d'égalité de tous devant la loi** : après un quinquennat où l'exécutif s'immisçait sans arrêt dans les affaires de justice, favorisait les riches et les « puissants », notre justice et impartiale, notre police respectée, etc.

Il s'agit principalement de tordre le cou à l'idée que la gauche est laxiste, mais aussi à celle, de plus en plus répandue, qu'il y a toujours d'un côté ceux qui « s'en sortent toujours » (et ne paient pas leurs amendes...), et puis les autres, ceux qui « ont une amende pour un excès de vitesse de 3kmh », qui sont victimes de l'insécurité et se vivent comme persécutés et non protégés par le système.

- si une question sur les Roms, chercher à purger l'affaire Léonarda ?

¹ 75% des français pensent que la laïcité seule permet à des gens de convictions religieuses différentes de vivre ensemble ; 72% pensent que la laïcité protège l'identité française.

² 76% pensent que le nombre d'immigrés a très fortement augmenté ces dix dernières années ; 77% des français pensent que les immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale ; 74% des français jugent qu'il y a trop d'immigrés en France, 27 points de plus qu'en 2009 ; 58% des français jugent que l'immigration est la principale cause de l'insécurité ; 54% sont opposés à la facilitation de l'exercice du culte musulman en France ; 62% sont opposés à l'attribution du droit de vote aux étrangers pour les élections locales...

H. Mobilisation pour les municipales

- le potentiel de mobilisation aux élections municipales de mars 2014 est égal ou supérieur à la participation de mars 2008. 78% des français indiquent aujourd'hui qu'ils sont tout à fait certains d'aller voter (score élevé comparé à des sondages similaires lors d'autres élections).

Le potentiel d'abstention à droite et à gauche varie selon la taille de la commune : dans les villes de plus de 20 000 habitants, les abstentionnistes potentiels sont particulièrement nombreux à gauche. Les électeurs du FN sont plus nombreux à déclarer qu'ils n'iront pas voter, en particulier dans les communes 1000 à 10 000 habitants. Quant aux sympathisants de droite parlementaire (UMP, Modem, UDI), ils se montrent mobilisés dans l'ensemble des communes.

Potentiel abstentionniste en fonction de la proximité partisane et de la taille de commune

Electeurs F. Hollande	Electeurs N. Sarkozy	Electeurs M. Le Pen
20%	17%	25%

- les enjeux locaux et le projet du candidat seront centraux dans le choix des électeurs, même si les enjeux nationaux pèseront aussi dans les communes de plus de 20 000 habitants.

Motivation du vote selon la taille de la commune

	Global	0-999 habitants	1000 -3 500 habitants	3 500-10 000 habitants	10 000- 20 000 habitants	20 000 -100 000 habitants	100 000 et +
En fonction d'enjeux locaux	62%	67%	70%	62%	62%	55%	57%
En fonction d'enjeux nationaux	15%	13%	12%	13%	17%	16%	17%
(Les deux)	21%	18%	16%	23%	20%	26%	25%

- en conséquence, le seul enjeu potentiel de la conférence de presse du Président relatif aux municipales pourrait être la mobilisation de la gauche. Pour cela, citer des mesures figurant parmi les plus populaires à gauche (voir tableau des mesures populaires en annexe) pourrait se révéler utile, tant la mémorisation des mesures adoptées depuis 18 mois est faible, même auprès des sympathisants PS.

II. AUTRES SUJETS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ABORDÉS

I. Transition énergétique

L'environnement/la transition énergétique est aujourd'hui très éloigné des préoccupations des français (l'environnement est au plus bas de toutes les échelles de préoccupation des différents instituts). **Pour autant, 70% jugent la place accordée à la question énergétique insuffisante dans l'action gouvernementale.**

Pour développer ce sujet, pourraient être privilégiés :

- **les gains de pouvoir d'achat que certaines mesures permettraient**, notamment l'isolement ou la tarification progressive de l'énergie (68% y sont favorables pour l'eau ; 60% pour l'électricité, notamment les plus jeunes et les sympathisants de gauche - 67 et 71%).
- **les emplois dans les secteurs d'avenir** (la croyance persiste en un gisement potentiel d'« emplois verts », même si cela paraît loin dans le temps et n'est pas perçu comme une réponse à l'urgence économique actuelle).

J. Réforme pénale

Les questions d'actu confirment qu'à l'exception de l'électorat UMP et FN, **une majorité de français juge que les aménagements de peine sont plus efficaces que la prison pour lutter contre la récidive**. Les discours que nous allons tenir ont donc bien une base dans l'opinion.

Mais attention :

- malgré ce résultat plutôt encourageant, **le fond de l'opinion est en attente d'autorité et de mesures « très dures »** face à la délinquance.
- **l'immense majorité (plus de 80%) est contre la suppression des peines planchers.**
- **comme le « mariage pour tous », c'est un sujet sur lequel l'opinion peut se radicaliser rapidement si l'opposition s'en saisit.**

Prudence donc...

K. Education

L'école, dans laquelle nous investissons massivement et qui devrait jouer le rôle d'amortisseur politique pour nous, ne nous a apporté aucun bénéfice politique (au contraire, le débat sur les rythmes scolaires a plutôt contribué à empoisonner le climat). Transmettre à leurs enfants un bon système d'éducation est de loin ce que les français souhaitent le plus pour l'avenir (devant « un bon système d'accès au marché du travail, et « un environnement préservé »), pourtant **51% des français pensent que l'école en France ne change rien aux inégalités sociales, et 26% pensent qu'elle les augmente!** Si nous ne parvenons pas, malgré notre investissement financier et humain (et il faut noter que 67% des français sont encore prêts à payer davantage pour garantir la qualité du système éducatif), et notre capital politique initial (qui était important sur la question au début du quinquennat), à renverser cette idée, c'est à désespérer...

Il conviendrait donc d'assumer la réforme des rythmes scolaires, sans s'y attarder, et de montrer que notre action pour l'éducation depuis 2 ans ne se limite pas à cette réforme contestée. Il faut rappeler dans quel état nous avons trouvé l'école (les fermetures de classes par centaines, les parents mobilisés, les profs révoltés et maltraités), et rappeler que ce domaine a été sanctuarisé, et bénéficié d'un apport financier et surtout humain très conséquent (la création des 60000 postes reste, encore aujourd'hui, une de nos mesures les plus populaires – cf tableau annexe).

Il faut surtout insister sur sa traduction concrète: plus de profs dans les écoles, des réouvertures de classes, l'état qui réinvestit des territoires laissés à l'abandon.

L. Centrafrique

L'adhésion à l'intervention militaire en Centrafrique a perdu 10 points en un mois (de 51% à 41%). Il s'agit d'une érosion très rapide au regard des autres interventions militaires récentes (en Libye, il avait fallu attendre 4 mois pour que l'opinion soutenant l'intervention militaire soit minoritaire).

Le recul est en particulier marqué chez les catégories populaires. Le clivage politique est également net : l'opération reçoit le soutien continu des sympathisants socialistes (70%, +3 points) quand celui des UMP s'ancre encore davantage dans l'opposition (30%, -5 points). L'hostilité massive de l'électorat de Marine Le Pen se confirme également avec seulement un sympathisant sur cinq favorable à l'engagement en Centrafrique (20%, -3 points).

L'opération Sangaris se singularise des interventions militaires passées sur plusieurs points :

- elle n'a pas su provoquer l'effet d'union nationale généralement observé lors du déclenchement d'une opération militaire.
- partant d'un niveau d'adhésion plus bas, l'opération Sangaris subit également une érosion plus rapide de son soutien populaire, qui peut (en partie seulement) s'expliquer par un effet de lassitude après la succession d'actions à l'étranger (Afghanistan, Libye et Mali).
- les objectifs restent peu identifiés : il n'y a pas d'ennemi clair (contrairement au Mali), donc pas de victoire rapide à afficher (même partielle). Les nombreux reportages, souvent confus, sur Bangui ces dernières semaines ont ancré cette perception.

M. Réformes de santé

Les français sont attachés à leur système de santé, et jugent à 83% la qualité des soins en France « satisfaisante ». Mais ils sont de plus en plus inquiets quant à son avenir : ils le perçoivent comme « dégradé » (52% des français estiment que la qualité des soins s'est dégradée au cours des dix dernières années), et sont surtout préoccupés par son coût, à la fois pour la collectivité mais aussi sur les inégalités d'accès aux soins qu'entraînent les frais individuels de santé (reste à charge). Lorsqu'on leur demande de comparer leur système de soin à celui des autres pays européens, les français le jugent d'ailleurs plus performant dans tous les domaines, sauf sur l'efficacité dans sa gestion comptable...

Contrairement à d'autres domaines (économie, état...) dont ils attendent qu'ils soient profondément réformés, les français ne souhaitent pas majoritairement une réforme en profondeur du système de santé

(24% seulement). Ils souhaitent l'adapter en réalisant certains aménagements (67%), et sont particulièrement attachés à certains principes tels que la liberté de choix des médecins ou établissements de soins, qu'ils ne souhaitent pas voir remis en cause.

Cette adaptation en douceur souhaitée par les deux tiers des français repose sur la conscience des défis importants auxquels le système de santé doit faire face pour l'avenir. Au premier rang, les français identifient le vieillissement de la population (57%), puis l'équilibre financier (55%), l'égalité d'accès aux soins (43%) et la proximité des soins (37%). (notons d'ailleurs que le plafonnement des dépassements d'honoraires, mal connu par l'opinion, est sur relance une des mesures les plus populaires adoptée depuis 18 mois).

Pour relever ces défis, les français ont toute confiance en les médecins, les hôpitaux publics, les pharmaciens, associations de patients et même cliniques privées (scores supérieurs à 70% de confiance). En revanche, ils ne font pas confiance aux laboratoires pharmaceutiques (62% pas confiance), et aux pouvoirs publics (70%).

Parmi les différentes pistes évoquées pour réduire le déficit de la Sécurité Sociale (jugé prioritaire par 78% des français), ils privilégient le développement de la chirurgie ambulatoire (69%), la limitation de la durée d'hospitalisation grâce à l'hospitalisation à domicile (56%) et le recours systématique aux génériques (53% - attention, l'expérience montre qu'en réalité, l'opinion y est beaucoup plus réticente que ce qui est déclaré). Le déremboursement des médicaments peu efficaces ou encore l'affichage sur les boîtes du Service médical rendu ne sont soutenus que par une minorité de français (même si, dans l'absolu, une majorité relative de français juge que la surconsommation de médicaments est due à un système de remboursement trop généreux...).